

Assemblée générale du 14 avril 2018

ACTIVITES PASSEES.

Création du blog « Une Forêt et Des Hommes ».

Rallye touristique de la Pentecôte qui permit aux nombreux participants de passer une journée ensoleillée et ludique.

Participation au Comité de Pilotage du massif forestier de Saint-Gobain/Coucy Basse.

En collaboration avec Brigitte FOURNIER-TURQUIN et Caroline VARLET, rédaction d'un vœu dénonçant la surexploitation présenté au Conseil Départemental.

16° festival vidéo animalier amateur en janvier 2018 au cinéma l'Ermitage.

Rencontre avec Nelly BUTRY, Conseillère régionale, là aussi pour dénoncer le traitement sylvicole.

Participation au comptage aux phares des grands animaux en mars 2018.

Participation à l'émission télévisée « Un dimanche en politique » du 12 novembre 2017, sur le thème : faut-il abolir la chasse à courre ?

Participation à la réunion avec l'ONF sur la mise en place d'enclos exclos sur le massif.

Participation à la mise en place du DOCOB.

Création du collectif « Ile de France, Hauts de France, Seine Nord » affilié au collectif « SOS forêts France », le 24 mars 2018.

ACTIVITES FUTURES.

Participation au festival des Vers Solidaires.

Rallye touristique le samedi 16 juin 2018. Les inscriptions pour le rallye 2018 sont à votre disposition et seront mises en ligne sur notre site prochainement.

Participation au comité de pilotage.

Randonnée pédestre du printemps, date à fixer.

Randonnée VTT, date à fixer.

Participation à la 6° automnale de Saint-Nicolas, en septembre 2018.

17° festival vidéo animalier amateur en janvier 2018.

Participation au comptage aux phares des grands animaux.

Rencontre avec la Députée Aude BONO, puis sortie sur le terrain le jeudi 26 avril.

A la demande du collègue de Saint-Gobain, participation à un projet pédagogique concernant une classe d'élèves « décrocheurs », lors d'activités en rapport avec l'environnement.

Point trésorerie.

Point activité chasse.

Point sylviculture.

Accueil d'un nouveau membre du bureau.

Point sur la sylviculture.

Création du collectif sos forêts Ile de France, hauts de France, Seine -Nord.

Pourquoi ?

La forêt est un bien commun de l'humanité.

Le maintien de la biodiversité, la lutte contre le dérèglement climatique, la qualité de l'air et de l'eau, le besoin en matériaux renouvelables, ainsi que de nombreuses autres problématiques trouvent une partie de leur résolution dans les écosystèmes forestiers.

La vocation des forêts publiques est de concilier la protection (biodiversité et milieux associés), la production (bois d'œuvre, chauffage), le rôle social (espace de loisirs, de sociabilité, de partage et d'imaginaire).

Ainsi, leur gestion doit échapper à la logique du marché et à la recherche de profit. Et seul l'Etat peut garantir cela.

Mais les lobbies ayant particulièrement bien fait leur travail, la quasi-totalité des élites (élus, ministères, grandes écoles) est convaincue que tout va bien dans la forêt française alors que la situation est critique principalement en termes de biodiversité et de cycle du carbone (voir article du « Monde » du 20 mars 2018).

Des associations environnementales, jusque là éparpillées aux quatre coins de l'hexagone et tenues comme quantité négligeable par les dirigeants de l'ONF, ont décidé de se fédérer. Sous l'impulsion de Frédéric BEDEL, ingénieur sylvicole, et fondateur du premier collectif « SOS forêts Lorraine », d'autres collectifs se sont petit à petit affiliés à cette entité. Ainsi sont apparus :

SOS Forêts Bourgogne

SOS Forêts franche Comté

SOS forêts forêts du Sud

SOS Forêts Occitanie

SOS Forêts Bretagne

Et enfin SOS Forêts Ile de France - Hauts de France - Seine - Nord.

Cette création n'a pas été forcément simple. Les problématiques rencontrées dans les différentes régions ne sont pas toujours les mêmes. En Ile de France, les forêts périurbaines sont surtout atteintes par le « grignotage » des grandes agglomérations. Par exemple, la forêt de Saint Germain en Laye jouxtant le château va être amputée de nombreux hectares pour la création d'un tram.

Pour les forêts de l'Aisne (Villers-Cotterêts, Saint-Gobain), ainsi que les grandes forêts de l'Oise (Compiègne), du Nord (Mormal), le souci est surtout la surexploitation et l'artificialisation des massifs.

L'éloignement a aussi été un écueil. Plusieurs heures de route ou de train sont nécessaires pour aller de Versailles à Mormal. La communication par Internet n'est pas toujours idéale pour échanger à plusieurs.

Bref, la naissance s'est faite à LOCQUIGNOL le 24 avril 2018.

La politique nationale forestière est basée sur des postulats imposés par la filière bois, focalisée sur la rentabilité à court terme et qui néglige la biodiversité, le cycle du carbone, le paysage et la multifonctionnalité de la forêt.

Les grandes associations environnementales telles « Greenpeace, Robin des bois » sont persuadées que tout va bien dans la forêt française. Il faut faire changer leur manière de penser pour qu'elles interviennent auprès du grand public, qui lui influencera les politiques.

Il faut montrer qu'une partie essentielle de la biodiversité se trouve dans les forêts diversifiées et est en train d'être détruite par la monoculture industrielle, de plus en plus souvent constituée de résineux.

Cette monoculture et les rotations de plus en plus courtes engendrent une multiplication des coupes à blanc qui sont des catastrophes écologiques aussi bien au niveau de la qualité des sols, de l'air que de la sauvegarde des nappes phréatiques.

Les réactions de la population sont de plus fréquentes et virulentes localement. Mais éparpillées.

Il faut donc provoquer une mobilisation nationale, en fédérant les petites associations. Et aujourd'hui, cela semble possible.

Le changement de sylviculture à grande échelle ne se fera que par la Loi et la révision du Code Forestier.

Comment ?

En parlant d'une seule voix, par l'intermédiaire d'une équipe restreinte, maîtrisant parfaitement le sujet et donc capable de tailler en pièces les arguments fallacieux des hauts dirigeants de L'Office.

En effectuant un lobbying continu auprès des politiques comme le font les exploitants forestiers et les chasseurs.

Ce lobbying local et national devra s'organiser selon notre propre agenda, et non plus se calquer sur celui des organismes que l'on combat. Il devra être offensif et non plus réactif.

En faisant de la pédagogie.

Faire comprendre que l'utilisation du bois énergie comme alternative au nucléaire est un leurre dangereux. Les centrales à biomasse comme celle de Gardanne relâchent dans l'atmosphère une quantité impressionnante de carbone, gaz à effet de serre, que les arbres, et notamment les vieux arbres, avaient lentement stocké.

Faire comprendre que le terme forêt durable est un mensonge en France. La consommation de bois de la même centrale de Gardanne, prévue au départ pour se contenir dans un rayon de 300 km, impacte déjà bien au-delà. Les Cévennes et le sud du Jura commencent à être touchés.

Faire comprendre que la politique actuelle traite comme négligeable la biodiversité.

Faire comprendre que la forêt est en train d'être formatée pour très longtemps aux besoins à courts termes de l'industrie actuelle, et notamment chinoise.

Faire comprendre que la politique forestière est comparable à la politique agricole des années 70 et que, sans aucun recul sur l'impasse dans laquelle a été conduite l'agriculture, les mêmes logiques se mettent en œuvre dans la forêt.

Faire comprendre que, comme en agriculture, l'industrialisation détruit des emplois, détruit des savoirs faire, détruit les paysages et déstructure les rapports de la population avec la forêt.

Faire comprendre que l'alternative, ce n'est pas : couper ou ne pas couper, ce n'est pas : exploiter la forêt ou la mettre sous cloche, c'est exploiter autrement, comme un bon père de famille soucieux de ce qu'il va laisser en héritage à ses enfants, en préservant la biodiversité, les paysages les activités sociales. Et que cela rapporte même plus d'argent sur le long terme.

Faire comprendre que replanter, avec un taux d'échec impressionnant, ce n'est pas préserver la forêt, c'est même la preuve qu'elle a été détruite.

Nous nous sommes aperçus que nombre de personnes partageaient notre colère face à la sylviculture actuelle. Même au sein de l'Office, beaucoup d'agents sont révoltés par les méthodes qui leur sont imposées par la hiérarchie. Pour preuve, cette manifestation du 14 décembre 2017 qui a rassemblé plus de 2000 agents venus de la France entière. Manifestation curieusement non répercutée par les médias.

Une première étape a été franchie, reste à enfoncer le clou.

Le plan national forêt-bois 2016-2026 approuvé par décret.

Celui-ci prévoit un prélèvement de 12 millions de mètres cube supplémentaire à l'horizon 2026.

Le plan de communication de ce programme.

L'interprofession nationale, avec la bénédiction du Ministère de l'Agriculture et de la forêt vient donc d'engager une importante campagne de communication (10 millions d'euros sur 3 ans) pour augmenter la consommation de bois en France.

Cette campagne a pour slogan « Pour moi c'est le bois ».

Mais une inquiétude apparaît quant à l'acceptabilité sociétale des coupes d'arbres et des travaux forestiers.

Quelques morceaux choisis.

« L'objectif est d'augmenter la consommation de bois en France en provoquant un réflexe d'achat de bois chez les différents publics concernés et d'augmenter significativement le chiffre d'affaires global de la filière »

« En mettant soudainement le secteur forêt bois en lumière pour augmenter la production de bois, la campagne risque de provoquer une contestation du public contre l'exploitation des forêts, suscitée, notamment par des ONG hostiles. La question est d'autant plus préoccupante qu'un nouveau contexte fondé sur la découverte d'une sensibilité des végétaux est en train de s'installer. »

« L'objectif de cette com est de prévenir les risques de protestation du public contre l'exploitation des forêts en provoquant une prise de conscience de la nécessité de couper des arbres pour entretenir les forêts et récolter du bois. »

« Connaître l'état de l'opinion pour identifier les arguments et moyens de communication à privilégier en collaboration active avec des ONG». Il est à noter que des associations sont créées artificiellement pour porter le bien fondé de l'action de l'Office et de respecter les Institutions; ex « les amis de la forêt de.... » .

« Cette collaboration serait de nature à déjouer les offensives médiatiques des détracteurs de l'exploitation des forêts, très actifs sur les réseaux sociaux et dans la presse. Elle permettrait au ministère d'occuper plus sereinement le terrain médiatique. »

« Chaque encart publicitaire est consacré aux différentes utilisations possibles du bois, le bois dans la construction, le bois dans les aménagements intérieurs et extérieurs, le bois énergie, le bois dans la ville en aménagements urbains, en parcs ou en jardins, le bois logistique... Un seul encart fait allusion à la récolte du bois. »

« Un dispositif de relations presse est également mobilisé pour le lancement de la campagne et en cas de crises médiatiques. »

« La campagne risque de provoquer une contestation du public contre l'exploitation, notamment par l'intermédiaire des ONG hostiles. Comment sera ressenti l'encart : « mon métier c'est aussi aider la forêt à respirer » et l'image du bûcheron et sa tronçonneuse au pied d'un grand et bel arbre ? »

« L'écho impitoyable des réseaux sociaux dans les médias est toujours à redouter... Cette question est d'autant plus préoccupante qu'un nouveau contexte fondé sur la découverte d'une sensibilité des végétaux, en particulier des arbres, est en train de s'installer. Livre « La vie secrète des arbres» de Peter Wohlleben et le film « L'intelligence des arbres ».

« On pourrait imaginer que l'ONF, s'appuyant sur le maillage des forêts domaniales, puisse mettre en place des formules d'accueil et d'échanges innovantes autour, par exemple de spectacles vivants ou de manifestations culturelles en forêt. L'ONF Seine-Nord conduit une réflexion sur une projection cinématographique en forêt ».

Cette campagne, pour éviter l'écueil désastreux d'une contre-offensive sur les réseaux sociaux, devra relever du principe d'acculturation contributive sur les mêmes réseaux.

« Le succès médiatique du livre de Peter Wohlleben interpelle. L'utilisation de formules simples et proches, reproduisant et prolongeant, à travers des mots pleins d'humanité, des observations se voulant scientifiques, convainc et séduit le public.

L'organisation d'un colloque scientifique servirait () à crédibiliser l'action de communication du ministère ».

« L'idée de réhabiliter le recours à des rites symboliques avant l'abattage d'arbres, dans une version contemporaine à imaginer, pourrait être testée à cette occasion ».

« La mission recommande la participation active des opérateurs de l'Etat (ONF) par des voies de contact innovantes. Ces voies pourraient favoriser le dialogue, par exemple à travers l'art, la culture ou par une découverte ludique de la forêt. »

Action pédagogique dans les écoles sous le titre « La forêt s'invite à l'école ». Forêt et enfant constituent un couple fort en terme de communication.

Exploitation des techniques de l'économie comportementale.
« Cette discipline est de plus en plus utilisée pour compléter les campagnes de communications visant à modifier les comportements humains ».

Quand la communication du forestier avec le public existe, elle est souvent de type balistique : le forestier, l'expert, mène une communication de conviction dans le but de faire adhérer le public à ses idées, sans se soucier des préoccupations des personnes qu'il a en face de lui. Il doit impacter la cible le plus fortement possible dans le but de faire taire toute contestation.

Cette communication n'est plus de mise. Le forestier ne doit aucunement se défaire de sa qualité d'expert, mais il doit accepter d'entendre ce que les riverains ou usagers de la forêt ont à lui dire, d'intégrer leurs arguments, de nouer le dialogue avec eux, de leur reconnaître la capacité de comprendre, même les choses complexes de la forêt et de la gestion forestière.

Nouveau membre du bureau :

L'entrée dans le bureau de l'association de Monsieur Vincent Dudkiewicz en qualité de conseiller technique a été validée.